



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique
Bureau pour l'Afrique du Nord

Trentième réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts

Sous le thème

La Mise en Œuvre de l'Agenda 2063
Planification, Mobilisation des Ressources
et Financement du Développement

3-6 mars
2015

Aide Mémoire

I. CONTEXTE

Le Comité intergouvernemental d'experts (CIE) est l'organe délibérant statutaire du Bureau pour l'Afrique du Nord de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA-AN). Il est chargé de la supervision des activités du Bureau et se réunit annuellement pour examiner le rapport d'activités de la CEA-AN, les plans d'action à court et moyen terme, le programme de travail et les orientations stratégiques de la CEA pour la sous-région Afrique du Nord. Pour mémoire, la mission principale du Bureau est de « *Renforcer la capacité des États membres ... à assurer leur développement socioéconomique, particulièrement en ce qui a trait aux priorités régionales en matière d'intégration dans le cadre général du NEPAD et des objectifs de développement convenus au plan international...* ». Sa juridiction territoriale couvre l'Algérie, l'Égypte, la Lybie, le Maroc, la Mauritanie, le Soudan et la Tunisie. L'Union du Maghreb Arabe (UMA) est la CER (communauté économique régionale) existante dans la sous-région.

Le CIE se veut être un cadre d'analyse et d'échanges entre experts de haut niveau des administrations nationales, chercheurs, représentants du secteur privé et de la société civile, sur les conditions économiques et sociales de la sous-région, en vue de formuler des recommandations sur les stratégies nationales de développement et l'approfondissement de l'intégration régionale.

Comme les deux précédentes, la 30^{ème} session du CIE, prévue du 3 au 6 mars 2015 à Rabat (Royaume du Maroc), s'inscrit dans le cadre de la nouvelle orientation stratégique de la CEA, centrée sur l'agenda de la transformation structurelle des économies du Continent et la Vision 2063 pour le développement et l'intégration en Afrique.

La réunion se tiendra dans un contexte régional caractérisé notamment par l'aboutissement du processus de transition politique dans deux des trois pays de la sous-région qui y étaient engagés, la persistance des risques sécuritaires dans une grande partie de l'espace sahélo-saharien, une forte baisse des cours du pétrole et autres produits de base dont plusieurs pays d'Afrique du Nord sont exportateurs, la poursuite des politiques de rigueur budgétaire dans les pays de la zone Euro et une croissance quasi nulle (+0,8%)¹ des économies de l'Union Européenne – principal partenaire commercial de l'Afrique du Nord. Ces différents facteurs, dont les effets interagissent entre eux, impactent, à des degrés divers sur les performances économiques et sociales des pays de la sous-région, plus particulièrement sur la croissance, les exportations, les investissements directs étrangers, l'industrie du tourisme et l'emploi.

L'agenda de la 30^{ème} réunion du CIE mettra un accent particulier sur :

- (i) la « Mise en œuvre de l'Agenda 2063 : *«Planification, mobilisation des ressources et financement du développement»*, question qui sera à l'ordre du jour de la prochaine conférence des ministres africains en charge du développement économique ; et
- (ii) un thème spécifique, *«Le commerce, levier pour l'industrialisation»*, dans le contexte des pays d'Afrique du Nord.

Ce thème s'inscrit dans la continuité des analyses initiées depuis 2012 par la CEA sur les déterminants d'une industrialisation plus soutenue de l'Afrique, passage obligé vers l'objectif de transformation structurelle et de développement social du Continent. Après l'optimisation des produits de base et autres ressources naturelles en 2013, le choix des politiques et des cadres institutionnels idoines pour l'industrialisation en 2014, la réflexion sera portée en 2015 sur le rôle du commerce comme instrument d'accélération des dynamiques d'industrialisation. La corrélation positive entre commerce et croissance a été largement développée par la théorie économique au cours des décennies précédentes (Baldwin 2003 ; Grossman et Helpman 1994)². Il est admis de nos jours que le développement du commerce, par le biais des réformes nationales, dans le cadre d'accords régionaux ou des négociations multilatérales, exerce d'importants effets de levier sur l'économie à travers divers canaux de transmission dont l'accroissement de la taille des marchés, la compétitivité des entreprises, une plus grande insertion dans les chaînes de valeur mondiales et la transmission des innovations technologiques, par le biais des IDE ou du fait des contraintes de mise à niveau qu'exerce la concurrence sur les entreprises.

1) Prévisions BCE ; Journal économique Les Echos ; 4 décembre 2014

2) Baldwin, R., "Openness and Growth: What's the Empirical Relationship?", National Bureau of Economic Research, WP9578, Mars (2003)
Grossman et Helpman ; "Endogenous Innovation in the Theory of Growth", The Journal of Economic Perspectives, Vol. 8; 1994

Identifier les conditions requises pour qu'une libéralisation du commerce soit un réel facteur d'industrialisation en Afrique, stimuler le commerce intra-africain pour favoriser l'émergence de pôles de croissance dans des secteurs industriels stratégiques et faire des accords préférentiels des CERs des supports pour la promotion de chaînes de valeur régionales devraient constituer les principaux axes structurants du débat sur ce thème.

A cette fin, une session spéciale 'Intégration régionale' sera organisée dans le cadre du CIE. Elle traitera notamment (i) de la perception de la CEA sur le lien entre 'Commerce et industrialisation', telle que déclinée dans le rapport économique sur l'Afrique (ERA 2015) et (ii) des résultats des réflexions initiées par la CEA-Bureau Afrique du Nord dans le cadre de réunions d'experts organisées en septembre et novembre 2014, respectivement sur les dimensions 'Transport international et facilitation du commerce' et 'Développement de chaînes de valeur régionales'.

Les enjeux d'une industrialisation comme vecteur de la transformation structurelle des économies nord-africaines seront par ailleurs analysés dans le cadre d'une table ronde/réunion ad hoc d'experts organisée en 'couplage' avec le CIE, sur la thématique **«Stratégie pour une économie verte inclusive»**. Il s'agira à la fois de faire le point sur les visions et stratégies nationales en la matière, de sensibiliser davantage les acteurs sur les enjeux et avantages de l'économie verte et d'analyser les passerelles et corrélations devant exister entre l'industrie et l'objectif de développement d'une économie verte inclusive. Les débats seront structurés autour de l'examen de rapports Pays et d'un rapport régional 'Industrie et économie verte en Afrique du Nord', avec un accent particulier sur le rôle et les attentes des entreprises dans ce domaine.

Le thème du CIE et celui de la table ronde/réunion ad hoc d'experts offriront ainsi aux officiels des pays membres et à d'autres éminents experts l'opportunité de partager leurs réflexions et propositions sur les voies et moyens de relever durablement les défis de développement auxquels les pays de la sous-région sont confrontés.

II. OBJECTIFS DE LA REUNION

L'objectif spécifique de la réunion du CIE est d'analyser l'état et les tendances évolutives des principaux agrégats macro-économiques et sociaux des pays d'Afrique du Nord, afin de formuler des recommandations idoines de politiques et stratégies pour un développement durable et plus inclusif, une plus grande intégration et une transformation structurelle des économies de la sous-région.

A cette fin, la réunion examinera plusieurs rapports dont : (i) le rapport sur l'évolution récente des conditions économiques et sociales en Afrique du Nord et les profils pays élaborés par le Bureau en 2014; (ii) le rapport sur les agendas régionaux et internationaux y compris les initiatives spéciales en Afrique du Nord ; (iii) le rapport annuel d'activités de la CEA en Afrique du Nord et le projet de programme de travail du Bureau pour le biennium 2016-2017.

La réunion fera des recommandations qui seront soumises à la huitième Réunion conjointe de la Conférence des Ministres de l'Economie et des Finances de l'Union Africaine et de la Conférence des Ministres Africains des Finances, de la Planification et du Développement Economique de la CEA qui se tiendra à Addis-Abeba (Ethiopie) les 30 et 31 mars 2015, précédée d'une réunion d'experts les 26 et 27 mars..

III. RESULTATS ATTENDUS

Il est attendu de la réunion du CIE l'enrichissement et l'adoption des rapports qui seront présentés par la CEA-AN, ainsi que la formulation de recommandations de politiques et stratégies à l'endroit des décideurs, aux fins d'orienter l'élaboration des programmes nationaux de développement et d'accélérer le processus d'intégration régionale. Un rapport détaillé de la réunion synthétisera les présentations, les débats, les enrichissements à apporter aux documents présentés, les principales conclusions et les recommandations.

Le rapport de la réunion sera transmis à la Septième Réunion conjointe de la Conférence des Ministres de l'Economie et des Finances de l'Union Africaine et de la Conférence des Ministres Africains des Finances, de la Planification et du Développement Economique de la CEA.

IV. ORGANISATION ET FORMAT DE LA REUNION

La 30^{ème} session du CIE se déroulera sous forme de séances plénières et d'une table ronde au cours desquelles les rapports élaborés par le Bureau et des communications d'éminents experts seront présentés et discutés. Les dits rapports seront publiés sur le site Web de la CEA-AN <http://www.uneca.org/sro/an/>.

V. PARTICIPATION

La participation à la réunion du Comité d'Experts est ouverte notamment aux ministères, administrations et institutions nationales en charge de la planification et du développement économique et social, de l'intégration régionale, de l'industrie, de l'agriculture, de l'énergie, de l'environnement, du développement social, aux représentants du Secrétariat Général de l'UMA et des autres OIGs existantes en Afrique du Nord, aux représentants des organisations du secteur privé et de la société civile, aux universités et centres de recherche, aux agences du Système des Nations Unies et aux autres partenaires au développement de la sous-région.

VI. DATE ET LIEU DE LA REUNION

La réunion aura lieu du 3 au 6 mars 2015 à Rabat (Maroc).

VII. LANGUES DE TRAVAIL

Les langues de travail de la réunion sont le français, l'anglais et l'arabe.

VIII. CONTACTS

Les informations relatives à l'organisation de la réunion peuvent être trouvées sur le site du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA (www.uneca.org/sro-na), et/ ou auprès de :

Coordination:

M. Abdoul Kane
akane@uneca.org

Questions administratives et logistique :

Mme Naima Sahraoui
nsahraoui@uneca.org

Documentation :

M. Mohammed Mosseddek
mmosseddd@uneca.org

Commission économique pour l'Afrique
Bureau pour l'Afrique du Nord

Tél: 00-212-537- 71 56 13 ou 00-212-537- 71 78 29

Fax : 00-212-537-71 27 02

E-mail : srdc-na@uneca.org

Site web : www.uneca.org/sro-an